

## **ARRÊTÉ PRÉFECTORAL PORTANT MISE EN DEMEURE**

### **SOCIÉTÉ PASCAULT**

**Installation de collecte, tri, transit et regroupement de déchets de métaux et de déchets dangereux et non dangereux ainsi que d'entreposage et dépollution de VHU (véhicules hors d'usage) située ZI n° 1 rue Pierre et Marie Curie à Descartes**

Le préfet d'Indre-et-Loire  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

**Vu :**

- le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;
- le décret du président de la République du 6 novembre 2024 nommant en conseil des ministres monsieur Thomas CAMPEAUX, préfet d'Indre-et-Loire ;
- l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 relatif à l'analyse des substances per- et polyfluoroalkylées dans les rejets aqueux des installations classées pour la protection de l'environnement relevant du régime de l'autorisation ;
- l'article 4-III de l'arrêté ministériel précité qui stipule « *L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé* » ;
- l'arrêté préfectoral complémentaire n° 20 026 du 24 octobre 2014 relatif à la mise à jour des conditions d'exploitation des installations de tri, transit et conditionnement de déchets de la société PASCAULT à Descartes ;
- l'arrêté préfectoral complémentaire n° 21 170 du 9 mars 2023 actualisant les conditions d'exploitation des installations de la société PASCAULT et autorisant l'implantation de panneaux photovoltaïques à Descartes ;
- le courrier n° LAEX/2025/0547/BR du 30 juillet 2025 informant l'exploitant de la non-transmission desdits résultats et des sanctions encourues dans le cadre de la mise en œuvre des mesures coercitives prévues par la réglementation ;
- le courriel de relance de l'inspection des installations classées du 21 août 2025 ;
- le courriel de l'exploitant en date du 25 septembre 2025 communiquant le devis accepté pour la réalisation des 3 campagnes d'analyse ;

**Considérant ce qui suit :**

- à la date du 25 septembre 2025 il a été constaté l'absence de saisine des résultats des campagnes de mesures susmentionnées via l'outil GIDAF ;
- ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'article 4-III de l'arrêté ministériel susvisé ;
- face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement en mettant en demeure la société PASCAULT de respecter les prescriptions de l'article 4-III de l'arrêté ministériel susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

**Sur proposition de Madame la Secrétaire Générale de la préfecture d'Indre-et-Loire,**

**ARRÊTE**

**ARTICLE 1 :**

La société PASCAULT exploitant une installation de collecte, tri, transit et regroupement de déchets de métaux et de déchets dangereux et non dangereux ainsi que d'entreposage et dépollution de VHU (véhicules hors d'usage) sur la commune de Descartes est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 4-III de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 relatif à l'analyse des substances per- et polyfluoroalkylées dans les rejets aqueux des installations classées pour la protection de l'environnement relevant du régime de l'autorisation, en transmettant sous trois mois à compter de la notification du présent arrêté, via l'outil dématérialisé GIDAF les résultats des 3 campagnes de mesures requises par ledit arrêté.

**ARTICLE 2 : SANCTIONS**

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.

**ARTICLE 3 : DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS :**

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, cette décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Dans un délai de deux mois à compter de la date de notification de la présente décision, les recours suivants peuvent être introduits, conformément aux dispositions de l'article R.421-1 et suivants du code de justice administrative et du livre IV du code des relations entre le public et l'administration :

- **un recours gracieux**, adressé à monsieur le préfet d'Indre-et-Loire, Direction de l'Environnement, de la Coordination et de l'Appui Territorial, bureau de l'environnement, 37925 TOURS CEDEX 9 ;

- **un recours hiérarchique**, adressé à madame la Ministre de la Transition Écologique, de la Biodiversité, de la Forêt, de la Mer et de la Pêche - Direction Générale de la Prévention des Risques – Tour Séquoia – 1 place Carpeaux – 92055 LA DÉFENSE CEDEX.

Dans ces deux cas, le silence de l'administration vaut rejet implicite au terme d'un délai de deux mois. Après un recours gracieux ou hiérarchique, le délai du recours contentieux ne court qu'à compter du rejet explicite ou implicite de l'un de ces recours.

- **un recours contentieux**, en saisissant le tribunal administratif d'Orléans - 28, rue de la Bretonnerie 45057 Orléans cedex 1. Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique Télérecours accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

**ARTICLE 4 : EXÉCUTION :**

Madame la secrétaire générale de la préfecture d'Indre-et-Loire et Monsieur le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société PASCAULT par lettre recommandée avec accusé de réception.

TOURS, le 27/09/2025

Pour le Préfet et par délégation,  
la secrétaire générale



Florence GOUACHE

